

LES DOCUMENTS CONTRERÉVOLUTIONNAIRES

Réserver l'action pour l'avenir serait une faute ; réserver la vérité en serait une plus grande encore.

Cardinal Pie



Numéro 14 — Avril 2001

Garcia Moreno

R. P. A. Berthe, *Garcia Moreno*, Paris : Retaux-Bray, 4^e édition, 1888, pp. 81-93.



En dépit du glorieux titre de *Libertador*, Bolivar ne fut donc pas un vrai libérateur. S'il chassa de l'Amérique les tyrans qui l'opprimaient au nom de l'omnipotence royale, ce fut pour la livrer à une horde de tyranneaux qui l'écrasèrent au nom du peuple souverain ; s'il lui donna l'indépendance, « ce fut au prix de tous les autres biens, » comme lui-même l'avouait à la fin de sa carrière. Pour sauver l'Amérique, il fallait un autre Bolivar, assez fort pour chasser les révolutionnaires, assez chrétien pour remplacer la souveraineté du peuple par la souveraineté du Christ et les droits de l'homme par les droits de Dieu. Mais est-il possible aujourd'hui de détrôner le peuple souverain pour replacer la société sur la base divine ? Bolivar ne le pensait pas. En voyant les éléments de discorde qui bouillonnaient dans la fournaise, les hommes qui attisaient le feu, le combustible dont ils disposaient, son impuissance à réagir en faveur de l'ordre et de la religion, il prophétisa que les républiques nées du démembrement de la Colombie aboutiraient comme la Colombie elle-même, à un épouvantable cataclysme. « L'Amérique est ingouvernable, disait-il peu de jours avant sa mort ; travailler sur ces peuples, c'est labourer sur les flots. L'américain n'a qu'une chose à faire : émigrer. Ces pays vont tomber sous les coups d'une populace sans frein, et passer ensuite aux mains d'imperceptibles rongeurs qui les dévoreront sans pitié comme sans vergogne. S'il se pouvait qu'une partie du globe retombât dans le chaos primitif, telle serait la dernière phase des révolutions américaines. Tout est perdu, et perdu pour toujours : que peut un homme contre un monde ! »

De fait, tout le continent américain, du Pacifique à l'Atlantique, des plaines de La Plata aux forêts du Haut-Canada, exaltait la Révolution. Le Vénézuëla, la Nouvelle-Grenade, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le

Chili, la République Argentine, érigés en États indépendants, avaient adopté dans ses grandes lignes la fameuse constitution de Cúcuta, basée sur la souveraineté du peuple et la subordination de l'Église à l'État. Le Brésil, avec sa monarchie parlementaire trop souvent dirigée par une majorité de francs-maçons, et, par delà les Antilles, la grande fédération des États-Unis exaltant les droits de l'homme et du citoyen, se trouvaient en parfait accord avec les républiques sœurs du Pacifique. Malheur à qui dès lors eût osé, sur le continent de Colomb, médire du peuple souverain, le grand dieu des deux Amériques, ou affirmer que l'Église est au-dessus de l'État ; la loi évangélique, au-dessus des décrets du parlement.

L'ancien monde, infatué plus que le nouveau des conquêtes de 1789, tendait la main aux révolutionnaires d'outre-mer. Sous les noms barbares de sécularisation, de laïcisation, euphémismes qui signifient répudiation, les peuples européens n'ont-ils pas tous, comme les américains, brisé les liens qui les unissaient à Jésus-Christ et à son Église ? S'il existe encore des princes chrétiens dans leur conduite privée, vous n'en trouvez plus un seul qui, en tant que législateur et chef d'État, accepte la direction de l'Église. On a remplacé le Dieu en trois personnes par cette divinité à sept ou huit cents têtes qu'on appelle le parlement, déclaré le Sinaï moins respectable que la tribune des députés, et abrogé le Décalogue éternel pour lui substituer le Bulletin des lois. L'Europe entière en est là, aussi bien dans les monarchies que dans les républiques, à Londres comme à Paris, à Rome comme à Madrid. Les quelques empereurs encore debout devant le peuple souverain, mettent en avant, non pas la souveraineté de l'Église, mais leur propre omnipotence. Du reste, la démocratie entend bien les courber tous à ses pieds, vivants ou morts. Parlementarisme ou nihilisme, constitution ou dynamite : Sire, faites votre choix !

Ce n'est donc pas un monde, comme le disait Bolivar, ce sont les deux mondes qui se dresseraient devant l'homme assez audacieux pour replacer une nation dans son état normal, c'est-à-dire à genoux devant Dieu. Les partis qui divisent l'opinion se réuniraient en une armée compacte pour sauver le principe sacro-saint de la souveraineté du peuple, le palladium des sociétés modernes. Sans doute, libéraux et radicaux se font la guerre pour savoir qui gouvernera l'État, mais ils s'entendent à merveille pour proclamer la suprématie absolue de l'État et son divorce avec l'Église. La seule différence entre ces frères et amis,

c'est que les radicaux par amour de l'État, voudraient tuer l'Église afin de se débarrasser à jamais de ses revendications, tandis que les libéraux consentent à la laisser vivre, sauf à la jeter en prison toutes les fois qu'elle oppose les lois divines aux ukases du peuple souverain. Il y a plus : ces principes rationalistes ont tellement pénétré l'opinion qu'on voit nombre de catholiques s'y rallier : chrétiens, l'Église est leur mère, ils consentent à lui obéir ; citoyens, ils la regardent comme une étrangère dont ils n'acceptent pas la suprématie. Que l'Église catholique soit libre comme le protestantisme, le judaïsme, le mahométisme ; mais que l'État soit libre aussi, et absolument indépendant. Ce droit moderne constitue pour ces politiques un progrès dans la civilisation, de sorte qu'on ne peut plus même travailler à rétablir le droit ancien sans mériter l'épithète de réactionnaire et de rétrograde.

Comment donc faire remonter le courant révolutionnaire à ce monde épris de 1789 ? La solution du problème qui désespérait Bolivar, apparaîtra plus difficile encore si l'on considère l'inanité des efforts tentés depuis un siècle pour désabuser les princes et les peuples. La première autorité de ce monde, l'Église, n'a pas manqué de s'opposer de tout son pouvoir aux envahissements de la Révolution. Chaque pontife en passant a jeté l'anathème à cette grande hérésie non moins antisociale qu'antichrétienne. Pie VI, dès 1791, flétrit « les prétendus droits de l'homme, la liberté absolue, le droit de professer n'importe quelle opinion religieuse, le pouvoir de penser, d'écrire et même d'imprimer arbitrairement en matière de religion ce qui plaît à chacun. » Pie VII reproche à Napoléon de rompre l'union de l'Église et de l'État en soumettant l'Église à l'esclavage des articles organiques. En 1814, à l'aurore de la Restauration il réprovoie un projet de constitution dans lequel, au lieu de reconnaître les droits exclusifs de l'Église à la protection des lois, on autorise la liberté de conscience, et l'on promet appui et protection aux ministres de ce qu'on appelle *les cultes*, mettant ainsi au rang des sectes hérétiques et de l'impiété judaïque, l'Épouse immaculée du Christ (Lettre de Pie VII à Mgr de Boulogne, 29 avril 1814). « Les princes et les puissances, s'écrie Léon XII, sont établis de Dieu pour défendre la foi, protéger l'Église, et procurer par tous les moyens convenables la soumission aux Constitutions apostoliques. » Dans une Encyclique mémorable, Grégoire XVI condamne solennellement l'indifférentisme en matière de religion, et ne craint pas de qualifier de délire, « cette fausse et pernicieuse maxime

qu'on doit procurer et garantir à chacun la liberté de conscience et la liberté absolue des opinions (Encyclique *Mirari vos*, 15 août 1832). » De nos jours enfin, Pie IX et Léon XIII ont poursuivi l'erreur libérale jusque dans ses ramifications les plus éloignées. Le *Syllabus* a foudroyé ce naturalisme maudit qui prétend gouverner la société humaine sans tenir plus compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins sans faire aucune différence entre la religion vraie et les religions fausses. « Aujourd'hui comme aux siècles passés, lisons-nous dans ce célèbre document, il est expédient de déclarer la religion catholique religion de l'État à l'exclusion des autres cultes. La liberté civile de tous les cultes et le pouvoir accordé à chacun de manifester publiquement ses idées et ses opinions corrompent les mœurs, pervertit l'esprit, et propage le fléau de l'indifférence. Aussi le pontife romain ne peut ni ne doit se réconcilier ou transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne (Derniers articles du *Syllabus*), c'est-à-dire avec les principes de la Révolution. Résumant les définitions de ses prédécesseurs (Lire sur ce sujet l'Encyclique *Immortale Dei*, 1^{er} novembre 1885), le docteur du XIX^e siècle, Léon XIII, les harmonise et les fait resplendir dans sa magistrale Encyclique *sur la Constitution chrétienne des États*, où la philosophie, le droit canonique et l'histoire prêchent d'un commun accord la nécessité de rétablir l'union entre le sacerdoce et l'empire, union qui a fait l'Europe si l'on ne veut aboutir à d'épouvantables catastrophes.

Voilà donc le libéralisme d'État réprouvé par les papes comme attentatoire aux droits de Jésus-Christ et de son Église. Devant les anathèmes pontificaux, la Révolution a-t-elle reculé ? Non. Les avancés ont rejeté le droit chrétien au nom de la thèse naturaliste, et les modérés l'ont déclaré de tout point inapplicable, vu l'hypothèse des divisions religieuses et politiques au sein desquelles se meut le monde moderne. Sans doute, on trouve encore des catholiques qui ne feront jamais leur deuil de la constitution chrétienne des États ; des politiques qui, tout en distinguant le fait et le droit, travaillent de toutes leurs forces à la restauration des vrais principes sociaux ; mais, pour accabler ces revenants d'un autre âge, quelle rage et quelle entente de tous les partis ! Peu s'en faut que ces champions du droit ne soient rendus responsables des maux qui désolent l'Église et le monde.

Nous étonnerions peut-être nos lecteurs en affirmant que l'instinct révolutionnaire l'emporte, dans les classes dirigeantes, non seulement sur l'esprit catholique que les pontifes tâchent en vain de réveiller, mais même sur l'instinct naturel de la conservation. Toujours prophètes, les papes ont dépeint la Révolution comme le puits de l'abîme d'où jaillit, au milieu d'affreuses convulsions, la lave impure qui obscurcit le soleil. Convulsions de 1789 et de 1793, convulsions de 1800 et de 1815, convulsions de 1830 et de 1848, de 1852, et de 1870 ; déchirements intérieurs, pillages, incendies, commune de Paris ; catastrophes militaires, telles que Waterloo et Sedan : la France s'agite comme une bacchante échevelée, ou

plutôt comme le lunatique de l'Évangile. Elle aussi tombe du mal caduc depuis son enfance ; c'est-à-dire depuis l'origine du droit révolutionnaire. Elle le sait, elle voit son état d'épuisement, de temps en temps elle jette un cri comme pour appeler l'homme qui pourrait la sauver de ses propres fureurs ; puis, la crise passée, elle s'étourdit en poussant de nouveau des hurrahs frénétiques en l'honneur du progrès et de la liberté. Deux faits, aussi étranges l'un que l'autre, prouvent jusqu'à quel point princes et peuples subissent la fascination du serpent révolutionnaire.

En 1852, à deux doigts de sa ruine, la France éperdue se jeta dans les bras de Napoléon III. Acclamé par huit millions de suffrages, Napoléon pouvait tout, puisqu'il osa restaurer l'empire ; il recula cependant devant une restauration chrétienne de la société, ne se croyant pas de force à lutter contre l'Université, les sociétés secrètes, et l'opinion publique travaillée par ces deux formidables puissances. Le célèbre évêque de Poitiers essaya de lui donner du courage : « Ni la Restauration, ni vous, lui dit-il un jour, n'avez fait pour Dieu ce qu'il fallait faire, parce que ni l'un ni l'autre n'avez relevé son trône, parce que ni l'un ni l'autre n'avez renié les principes de la Révolution, parce que l'Évangile social dont s'inspire l'État est encore la Déclaration des droits de l'homme, laquelle n'est autre chose que la négation des droits de Dieu. Notre constitution n'est pas celle d'un État chrétien et catholique. Notre droit public établit bien que la religion catholique est celle de la majorité des Français, mais il ajoute que les autres cultes ont droit à une égale protection. N'est-ce pas proclamer équivalement que la constitution protège également la vérité et l'erreur ? »

L'Empereur répondit par l'argument des faibles : « Croyez-vous que l'époque où nous vivons comporte cet état de choses et que le moment soit venu d'établir le règne exclusivement religieux que vous me demandez ? Ne pensez-vous pas que ce serait déchaîner les mauvaises passions ? »

L'Évêque avait d'autres idées, lui qui écrivait un jour : « Jamais je n'accepterai pour la France la nécessité absolue et définitive de ce qu'on appelle l'hypothèse, en haine de la thèse chrétienne. J'estime trop mon pays pour le croire irrémédiablement assis dans le mensonge. La France n'est point apostate à toujours. On ne parle ainsi qu'auprès d'un moribond désespéré ou d'un criminel incorrigible. » Cependant, ne voulant point entamer de controverse, il se contenta de cette prophétique réponse : « Sire, le moment n'est pas venu pour Jésus-Christ de régner : alors le moment n'est pas venu pour les gouvernements de durer (*Le cardinal Pie*, par Mgr Baunard, tom. 1, pages 668-669). »

Le second fait est plus caractéristique encore. En 1870, la Révolution mit à la porte l'homme qui avait tremblé devant elle : Napoléon eut le sort de Bolivar, et la France tomba dans cette effroyable anarchie qu'on appelle la Commune. Sur le point d'expirer, elle chercha un sauveur. Depuis un demi-siècle, au moment des grands périls, le noble descendant des rois de France, exilé par la

Révolution, lui tendait la main par-dessus la frontière. Cette fois encore, il se présenta pour prendre les rênes, mais comme roi très chrétien, comme fils de saint Louis. « L'avenir est aux hommes de foi, écrivait-il, à la condition d'oser dire à la Révolution triomphante ce qu'elle est dans son essence et dans son esprit, et à la contre-révolution ce qu'elle doit être dans son œuvre de réparation et d'apaisement. Je veux sauver la France, mais il faut que Dieu y rentre en maître pour que j'y puisse régner en Roi. » Les représentants de la France lui préférèrent un bourgeois révolutionnaire. Quand Thiers eut reconduit le pays sur le bord de l'abîme, le Roi cria encore : « Ouvrez, je suis le sauveur ! — Abdiquez le vieux droit, lui cria-t-on de toutes parts, et prenez en main l'étendard de 1789. — Jamais, répondit-il, je ne serai le roi légitime de la Révolution. — Restez donc en exil ; la France aime mieux retomber dans le chaos primitif que d'être gouvernée par un saint Louis. »

**Non, la Révolution n'a pas
tellement assujetti et abêti
les peuples qu'un Hercule
chrétien ne puisse encore
les arracher à son joug pour
leur rendre Jésus-Christ
et son Église.**

La conclusion qui semble s'imposer comme la résultante forcée de cet état des esprits, n'est-ce point celle de Bolivar : les peuples doivent périr parce qu'aucun homme au monde n'est assez fort pour les tirer des griffes de la Révolution ? — J'écris ce livre pour protester contre cette conclusion désespérante et pourtant si logique en apparence. Non, la Révolution n'a pas tellement assujetti et abêti les peuples qu'un Hercule chrétien ne puisse encore les arracher à son joug pour leur rendre Jésus-Christ et son Église, et c'est précisément pour relever nos courages abattus que Dieu suscita, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ce phénomène politique qui s'appelle Garcia Moreno.

Il y a dix ans, les journaux signalèrent la mort d'un personnage étrange. Il était président de la République de l'Équateur, un de ces États révolutionnaires que nous avons vus naître du démembrement de la Colombie. Trente ans seulement après Bolivar, sans aucun respect pour les immortels principes, cet homme avait par un coup de force balayé les misérables qui s'engraissaient au dépens du peuple souverain, installé dans son pays un gouvernement aussi catholique que celui de saint Louis, et tiré la nation du chaos où elle expirait. En 1862, en dépit des libéraux et des émeutiers, il signait un concordat qui restituait à l'Église son entière liberté, et, en 1867, une constitution destinée à faire de son peuple, au milieu des nations sans Dieu, le vrai peuple du Christ. En 1870, il eut la hardiesse de protester seul contre l'envahissement des États pontificaux, alors que, par la reconnaissance officielle d'un pouvoir usurpateur, les rois se faisaient les complices des brigandages italiens ; il obtint même du congrès, en 1873, un subsid

national en faveur du pontife captif et dépouillé. En même temps, il consacrait la République au Sacré-Cœur de Jésus, et ordonnait de placer aux frais de l'État dans toutes les cathédrales une pierre commémorative de ce grand événement. Dans un pays pauvre et ruiné, il trouva moyen de réaliser en dix ans, au point de vue matériel et intellectuel, des prodiges tels que l'imagination la plus audacieuse n'eût osé les concevoir. Naturellement les démocrates qu'il avait évincés du gouvernement, et même les théoriciens de l'Église libre dans l'État libre firent rage contre lui ; mais son bras de fer les écrasa toutes les fois qu'ils ouvrirent leurs serres pour ressaisir leur proie. Enfin, comme le peuple reconnaissant envers son bienfaiteur venait de lui confier une troisième fois la suprême magistrature, sa mort fut décrétée dans les loges maçonniques. Il l'apprit, et écrivit au pape cette parole sublime : « Puissé-je être jugé digne de verser mon sang pour la cause de l'Église et de la société ! »

Dieu l'en jugea digne : le 6 août 1875, il tomba sous le poignard de la Révolution. Sa dernière parole fut le cri du martyr : « *Dios no muere*, Dieu ne meurt pas ! » A l'Équateur, des jours de deuil et de désespoir suivirent l'exécrable assassinat. En Europe, aussi bien qu'en Amérique, retentit le nom à jamais mémorable de Garcia Moreno. Pie IX éleva une statue au nouveau Charlemagne dans cette Rome dont il avait si noblement revendiqué les droits, et le congrès de l'Équateur lui décerna ce solennel hommage :

« Considérant que l'excellentissime seigneur don Gabriel Garcia Moreno, par sa puissante intelligence comme par ses hautes vertus, a mérité d'occuper la première place entre tous les enfants de l'Équateur ;

« Qu'il a consacré sa vie et son génie à la régénération et à la grandeur de la République, en basant les institutions politiques sur le fondement solide du principe catholique ;

« Qu'avec la magnanimité des grands hommes, il affronta sans crainte la diffamation, la calomnie et les sarcasmes impies, donnant ainsi au monde l'exemple unique d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir ;

« Qu'il aima la religion et la patrie jusqu'à souffrir le martyre pour elles, léguant à la postérité une mémoire illustrée de l'immortelle auréole dont le ciel couronne les vertus héroïques ;

« Qu'il combla la nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et religieux ;

« Et qu'enfin la nation doit gratitude, honneur et gloire aux citoyens qui, sous l'inspiration du plus pur patriotisme, savent ainsi l'ennoblir et la servir :

« L'Équateur, par la voix de ses législateurs, donne à Garcia Moreno le titre de *Régénérateur de la patrie* et de *Martyr de la civilisation*. Afin de recommander ce noble héros à l'estime et au respect de la postérité, il lui sera élevé une statue en marbre, portant

cette inscription : « A l'excellentissime Garcia Moreno, le plus grand des enfants de l'Équateur, mort pour la religion et la patrie, la République reconnaissante (*Décret du Congrès*, 16 septembre 1875) ! »

Il est donc possible de vaincre la Révolution et d'arracher les peuples à ses mortelles étreintes, puisque Garcia Moreno, dans cette Amérique anarchiste qui désespérait Bolivar, l'a tenue quinze ans frémissante à ses pieds. Seulement, pour délivrer les peuples de cette robe empoisonnée dont la Déjanire de 1789 les a revêtus, il ne faut point qu'Hercule, je veux dire Bolivar, porte lui-même la tunique dévorante ; autrement, il mourra comme son peuple dans les convulsions d'une affreuse agonie ; il faut un Hercule chrétien, un Garcia Moreno, couvert de l'armure du Christ, c'est-à-dire des vérités sociales dont l'Église seule a le dépôt. Le vrai, le seul libérateur, c'est Jésus-Christ, parce qu'il est la vérité, et que la vérité seule peut délivrer les peuples : *Veritas liberabit vos*.

**Seul de tous les chefs
d'états, depuis le péché
originel de 1789 et la
déchéance des sociétés qui
en a été la suite, Garcia
Moreno a restauré le
gouvernement chrétien.**

Seul de tous les chefs d'états, depuis le péché originel de 1789 et la déchéance des sociétés qui en a été la suite, Garcia Moreno a restauré le gouvernement chrétien et mérité le nom glorieux de *régénérateur de la patrie* ; seul, au milieu des rois soliveaux, des princes décrépits, des vils flatteurs d'une vile populace, en dépit des calomnieux et des assassins, il a donné au monde le noble exemple d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir ; seul, au milieu des tyrans et des anarchistes qui s'abattent tour à tour sur les peuples pour vider leur bourse, leur esprit et leur cœur, il a comblé sa nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et religieux ; seul enfin, héroïque martyr de la civilisation catholique, il a donné son sang pour la noble cause qu'il a défendue : il apparaît donc comme le grand politique du dix-neuvième siècle, comme le type trop longtemps perdu d'un sauveur de peuples.

Voilà pourquoi nous avons cru que Garcia Moreno ne devait point comme un météore passer au milieu de ses contemporains, sans laisser de trace après lui. Ne pas mettre en lumière une telle personnalité, ce serait ravir à Dieu la gloire de ses œuvres, et à cet homme de Dieu l'immortalité, à laquelle il a droit, même sur cette terre. De plus, ce serait priver l'humanité d'un grand secours, car l'histoire de Garcia Moreno donne au monde une leçon providentielle, la dernière peut-être avant le cataclysme que tout le monde prévoit et que lui seul a essayé de conjurer. Daigne le Dieu « qui ne meurt pas » rendre fécond le sang du noble martyr, et susciter sur sa tombe d'autres régénérateurs assez intelligents pour le comprendre, assez courageux pour l'imiter !



Ouvrages recommandés

- Pie VI, *Écrits sur la Révolution française*. Disponible aux Expéditions Pamphiliennes.
- Abbé Lémann, *Dieu a fait la France guérissable*, Éditions Saint-Rémi, 1998.
- Jacques d'Arnoux, *Les sept colonnes de l'héroïsme*. Disponible à la S. A. D. P. F.

Adresses

- S. A. D. P. F., BP 1, 86190 Chiré-en-Montreuil, France. Tél. : 05 49 51 83 04 ; fax : 05 49 51 63 50 ; <http://www.sadpf.com>.

- Éditions Saint-Rémi, BP 79, 33410 Cadillac, France. Tél./fax : 05 56 76 74 80 ; <http://www.litoo.com>.

- Expéditions pamphiliennes, B. P. 51, 67044 Strasbourg cedex, France.

Prière à saint Michel Archange

Saint Michel Archange, défendez-nous dans le combat ; soyez notre secours contre la méchanceté et les embûches du démon. « Que Dieu lui commande », nous le demandons en suppliant ; et vous, Prince de la milice céleste, repoussez en enfer, par la puissance divine, Satan et les autres esprits mauvais qui rôdent dans le monde pour perdre nos âmes. Ainsi soit-il.

(Indulgence de trois ans ; plénière, une fois par mois, pour la récitation quotidienne, aux conditions ordinaires (confession, communion, visite d'une église avec prière aux intentions du Souverain Pontife). Pén., 12 novembre 1932.)

Au terrible torrent de boue constitué par les livres sortis de l'officine ténébreuse des impies, sans autre but, sous leur forme éloquent et leur sel perfide, que de corrompre la foi et les mœurs et d'enseigner le péché, le meilleur remède, on en peut être assuré, est de leur opposer des écrits salutaires et de les répandre.

S. S. Léon XII, *Lettre Diræ librorum*, 26 juin 1827.

LES DOCUMENTS CONTRERÉVOLUTIONNAIRES reproduisent des textes de doctrine et d'histoire contrerévolutionnaires. Face au déferlement de littérature révolutionnaire à vil prix qui outrage la majesté divine, détruit la morale chrétienne, incite aux pires péchés, et perd les âmes par millions, c'est le devoir des catholiques de redoubler d'effort pour diffuser la saine littérature catholique.

Abonnement gratuit sur demande.

Toute reproduction est autorisée.

Correspondance : I. Kraljic, C.P. 49604, 5122 Côte-des-Neiges, Montréal (Qc), H3T 2A5, Canada. Email : i.k@sympatico.ca. URL : <http://www3.sympatico.ca/i.k/pdr.html>

Au nom et à la gloire de Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai homme, Fils de la Très Sainte Vierge Marie au Cœur Immaculé, Roi des rois, Seigneur des seigneurs, devant qui tout genou doit plier, au Ciel, sur terre et en enfer :

CHARTRE CONTRERÉVOLUTIONNAIRE

Nous, soldats du Christ, enfants dévoués de la Sainte Église Catholique, Apostolique et Romaine, fils des Croisés qui délivrèrent la Terre Sainte, des Vendéens qui combattirent pour Dieu et le Roi Très-Chrétien, des Carlites qui s'armèrent pour l'Espagne catholique et le Roi légitime, des Zouaves Pontificaux qui défendirent le Vicaire du Christ, des Cristeros qui luttèrent pour le Christ-Roi, nous refusons la Révolution, satanique par essence, qui s'efforce depuis des siècles de ruiner la civilisation chrétienne, et nous voulons que Jésus-Christ règne sur nous, sur les nations, sur le monde.

- Nous rejetons 1789, ses principes athées de liberté, d'égalité et de fraternité, de souveraineté du peuple, ses droits de l'homme révolutionnaires, sa démocratie maçonnique, ainsi que toutes leurs conséquences.

- Nous refusons 1789 dans l'Église, le modernisme, ainsi que tout *aggiornamento* révolutionnaire de notre foi entrepris par de faux pasteurs, comme contraire à la gloire de Dieu et au salut de nos âmes.

- Nous haïssons le péché, le mal et l'erreur et nous ne leur reconnaissons aucun droit, pas plus qu'à l'hérésie, à l'impiété, aux fausses religions.

- Nous rejetons le libéralisme, le naturalisme, le laïcisme, l'indifférentisme, le socialisme, le communisme intrinsèquement pervers, le national-socialisme, le nationalisme xénophobe et toute autre doctrine ennemie de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

- Nous refusons à la volonté générale le droit de faire la loi ; nous rejetons toutes les lois décrétées par les démons à face humaine et contraires à la Très Sainte Loi de Dieu comme nulles et non avenues.

- Nous refusons la séparation de l'Église et de l'État ainsi que la laïcité de l'État.

- Nous combattons les sectes maudites issues de l'enfer, notamment la franc-maçonnerie, et toutes les conjurations impies.

- Nous reconnaissons qu'il n'y a de salut, pour les hommes et pour les nations, que dans Jésus-Christ, et dans la soumission à Sa volonté dont l'Église catholique est l'unique interprète.

- Nous reconnaissons que la Sainte Église Catholique, Apostolique et Romaine est une société parfaite fondée par Notre-Seigneur Jésus-Christ, supérieure à toute autre société, et nous lui reconnaissons tous les droits que Dieu lui a conférés, notamment celui d'enseigner aux nations.

- Nous cherchons uniquement la gloire de Dieu et les intérêts du Christ-Roi ; nous nous engageons à faire triompher, selon nos moyens, les droits de Dieu et de Son Église, et à ne prendre de repos que lorsque le Sacré-Cœur de Jésus et le Cœur Immaculé de Marie régneront sur le monde.

- Nous reconnaissons à la vérité le droit d'user de la force pour s'imposer face aux erreurs.

- Nous reconnaissons que tout pouvoir légitime ne vient que de Dieu ; en présence de toute usurpation du pouvoir, nous professons qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes.

- Nous voulons un État catholique qui remplisse son premier devoir en rendant à Dieu le culte public qui Lui est dû, qui favorise la religion, protège l'Église Catholique et réprime l'hérésie et l'impiété ; nous reconnaissons que Rois et chefs d'État sont avant tout serviteurs de Dieu et lieutenants du Christ.

En présence des fureurs exercées par le démon dans le monde entier, l'armée chrétienne doit combattre.

Saint Léon le Grand